PERMISSIONS EXCEPTIONNELLES

(Evènements familiaux)

1. BENEFICIAIRES

Tout travailleur ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise.

2. EVENEMENTS FAMILIAUX DONNANT LIEU A PERMISSION

Mariage du travailleur	3 jours
Mariage d'un de ses enfants, d'un frère ou d'une sœur	1 jour
Décès d'un conjoint ou d'un ascendant en ligne directe	4 jours
Décès d'un ascendant en ligne directe, d'un frère ou sœur	2 jours
Décès d'un beau-père ou d'une belle-mère	2 jours
Naissance d'un enfant.	1 jour
Baptême d'un enfant.	1 jour
Première Communion	1 jour
Hospitalisation d'un conjoint ou enfant du travailleur.	1 jour

ATTENTION

Ces permissions exceptionnelles **ne sont pas déductibles du congé payé et** n'entraînent aucune retenue de salaire dans la limite de quinze (15) jours par an.

L'évènement familial doit être justifié par présentation d'une attestation au plus tard dix jours après l'évènement.

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE DU 27 MAI 1987 ART.18

MALADIE (Indemnités) (1)

• Bénéficiaires

Tout travailleur permanent (sous C.D.D. à l'exclusion du travailleur journalier ou sous C.D.I.) dont le contrat de travail se trouve suspendu pour cause de maladie ou d'accident (non professionnels).

• Montant et durée d'indemnisation

Déterminés en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise.

- **plein salaire** durant un **mois**, puis **demi-salaire** pendant **3 mois**, si le travailleur justifie d'une ancienneté inférieur à 1 an ;
- plein salaire pendant un mois, puis demi-salaire pendant 4 mois, si le travailleur justifie d'une ancienneté de un (1) à cinq (5) ans.
- **plein salaire** pendant **deux mois** puis **demi-salaire** pendant **5 mois**, si le travailleur justifie d'une ancienneté de plus de 5 ans.

L'indemnité de maladie est à la charge de l'employeur.

Les montants ci-dessus constituent le **maximum** auquel un travailleur pourra prétendre pendant une **année civile**, quels que soient le nombre et la nature de ses absences pour maladie au cours de ladite année.

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE INTERPROFESSIONNELLE: ARTICLE 20